

LA FORCE DE LA PAIX



Identification des populations / Opération Transport

Avançons sur la route de la paix

EDITORIAL

Par Hamadou Touré

UNE PRIME A L'IDENTIFICATION

En adoptant le 27 janvier 2009, la résolution 1865 prolongeant le mandat de L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, le Conseil de Sécurité donne incontestablement une prime aux avancées du processus de paix en même temps qu'il attire l'attention sur les tâches qui restent à accomplir en vue d'une sortie définitive de la crise.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés des messages envoyés au peuple ivoirien par le Conseil.

Le premier est comme une constante, c'est à dire la permanence du mandat de l'ONUCI dans le maintien de la paix et de la sécurité dans le pays, ce qui est un credo des Nations Unies. En plus, il y a la certification des élections confiée au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire et bien sûr le rôle d'appui à l'Accord Politique de Ouagadougou et aux accords complémentaires qui en enrichissent le dispositif.

Le maintien de la paix et de la sécurité est devenue un acquis que les Ivoiriens conjuguent au quotidien. La sérénité est revenue dans les coeurs et les esprits en même temps que la liberté de circulation est devenue une réalité sur tout le territoire ivoirien. Les deux armées ex-belligérantes, si elles ne sont pas une seule et unique entité, fraternisent et travaillent ensemble au niveau du Centre de Commandement Intégré (CCI). Tout laisse croire et espérer qu'elles ont définitivement enterré la hache de guerre, minimisant, voire annihilant, ainsi les risques de confrontation entre elles. Le Conseil de Sécurité a bien décrypté cette réalité du terrain en décidant de réduire d'un bataillon la présence militaire de l'ONUCI. Il accède ainsi à une proposition faite dans ce sens par le Secrétaire général Ban-ki Moon dans son 19^e rapport sur l'ONUCI. Cette réduction n'entame pas la capacité d'action des troupes onusiennes qui, au contraire, ont acquis une plus grande mobilité avec leur reconfiguration, suite à la suppression de la Zone de Confiance et de la ligne verte.

Le second enseignement est une prise en compte des avancées enregistrées au cours des six derniers mois, notamment dans la conduite de l'opération d'identification des populations et de recensement des électeurs. Lancée le 15 septembre 2008 à Yamoussoukro par le Président Laurent Gbagbo, en présence de plusieurs personnalités, dont le Représentant spécial YJ Choi, l'identification a connu des avancées indéniables pas suffisamment reconnues à leur juste valeur. En dépit des lenteurs et des difficultés inhérentes à toute entreprise de cette nature,

l'identification a franchi des chiffres satisfaisants et dans une atmosphère nettement meilleure que celle qui avait prévalu lors de la première génération des audiences foraines conduites en 2006. Les incidents notés çà et là, apparemment motivés par des questions matérielles, n'ont jamais remis en cause le bien-fondé et la nécessité de l'exercice.

Conscient des acquis, mais aussi des attentes, des populations, le Conseil de Sécurité a exhorté les autorités ivoiriennes compétentes à faire plus et mieux dans la bonne direction, celle qui doit ouvrir la voie à la tenue d'élections ouvertes, justes, libres et transparentes. C'est le troisième enseignement de la résolution, qui indique que le succès de l'identification ne saurait être l'arbre qui cache la forêt. Des tâches restent encore à exécuter, notamment dans les domaines du DDR et de la préparation des élections proprement dites. Il est important d'accorder au sort des ex-combattants et des miliciens l'attention qu'il mérite pour contribuer à leur réinsertion socio-économique. C'est dans cette perspective et pour obtenir une période électorale apaisée que l'ONUCI a lancé l'opération « 1000 microprojets » rendue possible grâce à un financement de 4 millions de dollars du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies. L'engouement et l'adhésion des bénéficiaires montrent que cette initiative a coïncidé avec des besoins certains.

Après l'identification, des étapes incontournables restent à franchir dans le cadre du processus électoral. Il s'agit notamment des quatre phases préalables à la tenue du premier tour du scrutin présidentiel. La publication de la liste électorale provisoire, la publication de la liste électorale définitive, la confection des cartes d'identité et des cartes d'électeur, la distribution de ces cartes et la campagne électorale.

En raison des enjeux de toutes ces phases au plan politique, comme au niveau logistique et financier, il est important d'avoir un chronogramme électoral sur les étapes à franchir.

Dans l'esprit de ceux qui l'ont adoptée, la résolution 1865 veut cerner l'appui attendu de la Communauté internationale en vue de faire de la sortie de crise une réalité. Au total, la dernière résolution sur la Côte d'Ivoire est une prime à l'identification ainsi qu'une invitation à poursuivre les efforts jusqu'au bout pour ne pas laisser le manche après la cognée.

INTERVIEW DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL Y.J. CHOI À NEW YORK



M. Y. J. CHOI © UN / ONUCI

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, a accordé une interview à la radio des Nations Unies, UN Radio, à New York, lors de son séjour au siège de l'ONU en janvier 2008. Il a évoqué notamment les aspects-clés de la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou, et le rôle de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire dans ce processus. Ci-dessous des extraits de cette interview.

UN RADIO: A ce jour, où en est-on avec le processus de paix en Côte d'Ivoire ? Il semblerait que cela prend du temps pour normaliser la situation.

Y. J. Choi : Comme vous le savez, les avancées sont certes lentes, mais nous ne pouvons pas nier qu'elles sont solides. Nous avons trois objectifs en Côte d'Ivoire : l'identification de la population, le désarmement et les élections. La première étape, qui est l'identification, bien que lente, se passe remarquablement bien. Au moment où nous parlons, nous avons 3,5 millions de personnes identifiées, ce qui représente plus de la moitié des objectifs à atteindre car on estime entre 6 et 7 millions le nombre de personnes à identifier. Qui aurait pu imaginer il y a un an, qu'on arriverait à

ce stade de l'identification ? Alors, si les choses continuent de cette manière, dans quelques semaines, le processus d'identification va s'achever. C'est une réussite remarquable dans l'histoire de la Côte d'Ivoire. Le progrès se fait lentement mais solidement.
[...]

UN RADIO: Parlons maintenant de la démobilisation et de la réintégration des ex combattants. Qu'est-ce qui se passe à ce niveau ?

Y. J. Choi : Avec la signature le 22 décembre de l'Accord de Ouagadougou 4, l'ordre a été inversé. Avant Ouaga 4, les élections devraient se tenir avant le désarmement. Maintenant, ils veulent que le désarmement s'achève deux mois avant les élections. D'aucuns considèrent que cela rendra le processus électoral plus lourd qu'avant, mais il y a une possibilité que, du fait de cette contrainte, les gens travailleront de manière plus consciencieuse avant les élections, ce qui serait quelque chose de remarquable. Nous leur apporterons notre soutien afin que le désarmement se tienne avant les élections.

UN RADIO: Combien de temps cela va-t-il prendre ? Est-ce que tous les ex combattants seront désarmés ?

Y. J. Choi : Si vous comparez la Côte d'Ivoire à la RDC, la différence est qu'il y a [en RDC] un groupe de rebelles, une grande armée composée de plus de 20.000 éléments à ce que j'ai entendu, qui ne reconnaît pas le processus de paix. En Côte d'Ivoire, tout le monde est partant, ce qui est un signe encourageant. L'ex-chef des rebelles est le Premier ministre et ses collègues sont aujourd'hui des ministres. Le Général des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN), [...] est presque quotidiennement en contact avec le Commandant de la Force de l'ONUCI

et celui des Forces de Défense et de Sécurité de Côte d'Ivoire (FDS CI). Nous avons donc d'excellents rapports, et c'est un très bon signe.

UN RADIO: Alors tout le monde a été réintégré dans l'armée ?

Y. J. Choi : Pas dans l'armée. [...] Dans le nouveau concept, il y aura trois éléments : 5.000 dans la police, 4 000 dans la gendarmerie et le reste des ex combattants recevront chacun 1000 dollars US de compensation. Ils retourneront dans leur village. C'est un schéma très simple. J'espère qu'il marche et qu'il y a maintenant des progrès dans le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans le Nord, processus qui doit s'achever le 2 février 2009. Il y a des progrès, et nous espérons que, très vite, nous atteindrons cet important objectif.
[...]

UN RADIO: Parlons des élections tant attendues. Quand pensez-vous qu'elles auront lieu ?

Y. J. Choi : [...] A mon avis, le processus d'identification pourra se terminer d'ici le printemps 2009. Nous envisagerons ensuite le processus électoral, qui, selon les experts, prend d'habitude quatre à cinq mois, en tenant compte de cinq étapes non-compressives. Cela vous donne une idée du temps qu'il faut. Mais le plus important est d'achever l'identification d'abord, ce qui à mon avis est une action sage de leur part.

UN RADIO: Quel rôle joue les Nations Unies pour accélérer le processus ?

Y. J. Choi : L'Accord politique de Ouagadougou est d'office la propriété des Ivoiriens, qui ont décidé des élections, mais ils ont besoin de notre présence pour plusieurs choses. Premièrement leur donner la paix pour sécuriser l'ensemble du processus électoral. Nous avons pour ce faire 8.000 militaires et 1.000 policiers.

Deuxièmement, j'ai le mandat de certification. C'est la troisième fois dans l'histoire des Nations Unies. Nous l'avons eu au Timor l'Est, au Népal et maintenant en Côte d'Ivoire. Avec ce mandat, nous devrions éviter le scénario regrettable qui a eu lieu au Kenya et au Zimbabwe. Il ne devrait pas y avoir un tel scénario en Côte d'Ivoire. Ainsi, quiconque gagne les élections, remportera les élections. Tel est notre mandat et je veillerai à son application.

UN RADIO: Comment allez-vous garantir cela ?

Y. J. Choi : Avec tous mes moyens : Nous avons 11.000 personnes en Côte d'Ivoire. Nous avons un budget de 500 millions par an. Nous avons également la détermination et la coopération des Ivoiriens. Et heureusement je partage mes idées par rapport au schéma des cinq critères [de certification], notamment la paix, l'inclusivité, les média, la liste

électorale et le résultat. Ils l'ont tous accepté, mais, comme on le dit, le diable se trouve dans les détails. Cependant, le fait qu'ils acceptent ces cinq critères est un excellent signe. Et je suis confiant, du fait, de la culture politique raffinée des Ivoiriens. Je pense que je peux le réussir. [...]

UN RADIO: Coopérez-vous avec d'autres missions de maintien de la paix, telle la MINUL, la Mission des Nations Unies au Liberia ?

Y. J. Choi : Nous avons déjà établi des contacts avec la MINUL parce que la Côte d'Ivoire et le Liberia partagent la même frontière. L'approche des élections suscite habituellement des passions, des émotions au sein des gens, spécialement des jeunes. Alors, pour augmenter notre capacité de dissuasion, nous sommes en pourparlers avec le Liberia afin de leur emprunter certains de leur personnel ainsi que leurs troupes

pendant la période électorale.

UN RADIO: Alors, la MINUL vous prêter certains de ses éléments ?

Y. J. Choi : Exactement. Nous avons déjà le mandat du Conseil de sécurité. Cela est dans notre mandat. Les deux missions coopèrent très bien.

UN RADIO: A partir de tout ce que vous avez dit, il semble que le processus est irréversible

Y. J. Choi : Je suis convaincu que le processus est irréversible. Nous y allons doucement mais nous y serons.

UN RADIO: Bien, je vous souhaite le meilleur et vous remercie de nous avoir accordé cette interview.

Y. J. Choi : Merci

*Propos traduits de l'anglais
par Juliette Amantchi*

L'ONUCI APPORTERA SON SOUTIEN AU COMITE D'ORGANISATION DE LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS DE FOOTBALL DES LOCAUX



L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) apportera son soutien au comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football des locaux (CHAN), qui se déroulera à Abidjan et Bouaké du 22 février au 8 mars 2009 sous le signe de la réconciliation.

Ceci a été annoncé vendredi, 23 janvier, par le Représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Monsieur Abou Moussa, lors de l'audience qu'il a accordé à une délégation du comité, conduite par son Président, l'Ambassadeur Jacques

Bernard Anouma.

Monsieur Anouma avait auparavant sollicité le soutien de l'ONUCI « pour la réussite de cette compétition et pour que la fête soit belle. »

Monsieur Abou Moussa a souligné l'engagement des Nations Unies à « utiliser le sport au service de la paix et du développement ». A ce titre, il a rappelé le séjour en Côte d'Ivoire du 23 au 27 octobre 2008 du Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le sport au service du développement et de la paix, M. Wilfried Lemke.

L'ONUCI s'appuiera sur cet événement sportif pour promouvoir la paix, la cohésion sociale et la réconciliation nationale, comme elle l'a fait à d'autres occasions avec le karaté, l'athlétisme, le hand-ball et le football.

Par Eliane Hervo

L'ONUCI APPUIE UNE ŒUVRE DISCOGRAPHIQUE POUR PROMOUVOIR LES DROITS DE L'HOMME



Le disque compact produit par "Manh boya" © UN / ONUCI

Un groupe artistique ivoirien vient de réaliser un album discographique prônant le respect des droits fondamentaux de l'homme et des peuples, avec l'appui de la Division des Droits de l'Homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Cette œuvre, constituée de neuf chansons et produite par le groupe artistique Manh Boya, vise à promouvoir les droits de l'homme et à sensibiliser le public ivoirien sur divers problèmes sociaux allant de l'excision à la corruption.

« La musique est l'un des moyens non classiques de sensibilisation du grand public », explique Eric Bertin Mukam, de l'Unité de coopération technique de la Division des Droits de l'Homme de l'ONUCI. « Les différentes chansons sont dans un langage simple qui permet de toucher tous les publics ».

La réalisation de l'album a été financée par l'ONUCI dans le cadre de son programme de projets à impact rapide, destiné à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations locales et à promouvoir le processus de paix.

Les chansons, constituées de variétés musicales associant des rythmes locaux comme le Zouglou, le Coupé-décalé et le Reggae, utilisent des situations de la vie quotidienne en Côte d'Ivoire pour passer des messages de sensibilisation.

« Nous traitons des thèmes du processus de paix comme les droits de l'homme, le vote, l'identification et la réconciliation nationale », déclare Jean Pierre Dji Nésséré, Directeur artistique de la troupe Manh Boya. « D'autres thèmes portent sur la protection de l'environnement, la corruption et l'excision ».

Plusieurs centaines de copies de cet album, disponible sous format Compact Disc (CD), ont été distribuées par la Division des Droits de l'Homme aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux ambassades. D'autres copies seront distribuées aux radios de proximité, partenaires de l'ONUCI. La Division compte également confectionner un clip vidéo pour diffuser ces chansons de sensibilisation via la télévision nationale.

L'ONUCI s'appuie sur la richesse de la culture ivoirienne pour promouvoir des valeurs et comportements qui favorisent le processus de paix, dont la tolérance, l'amour, le pardon et la réconciliation.

« Que cette œuvre puisse être utilisée par les autorités ivoiriennes pour rechercher la paix », a souhaité Jean Pierre Dji Nésséré.

Par Parfait Kouassi



LES POPULATIONS D'AGBOVILLE S'ENGAGENT À SOUTENIR LE PROCESSUS DE PAIX EN CÔTE D'IVOIRE



Le Sous-préfet (au centre) appelant la population à adhérer aux valeurs de la culture de la paix
© UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a tenu, le 22 janvier 2009, un forum à Agboville (80 Km au Nord d'Abidjan) dans le cadre de ses activités de promotion du processus de paix en Côte d'Ivoire. A cette occasion, la population a exprimé son engagement à s'inscrire sur la route de la paix.

L'événement, dont le thème était, «Agboville et l'ONUCI dans le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire », a été organisé en partenariat avec une ONG locale, la Fédération pour la Paix Universelle. Il a permis aux représentants de l'ONUCI d'échanger directement avec les populations pour les informer sur notre mandat, recueillir leur préoccupation et les encourager à s'impliquer dans le processus de paix. Plusieurs centaines de personnes, dont les autorités politiques et administratives, les chefs traditionnels et religieux, ont participé à l'événement, à la salle des fêtes de la ville.

« Nous invitons tout le monde à regarder en avant, à chercher ce qui rassemble en vue de consolider la paix », a appelé le chef de la délégation de l'ONUCI, M. Kenneth Blackman. Il a salué le soutien

des populations au processus de paix et insisté sur le fait qu'elles doivent consolider la cohésion sociale par des valeurs comme la tolérance, la justice, l'unité et le respect, qui sont des valeurs sur lesquelles repose la paix.

« La consolidation des efforts de paix passe par ce type de forum », a souligné le représentant du Préfet, M. Amos Kouadio, qui présidait la manifestation. Il a salué les efforts de l'ONUCI et appelé la population à suivre les valeurs de la culture de la paix.

Les représentants du Maire, M. Blaise Boka, et du Président du Conseil général, M. Serge Boka, ont également rendu hommage à l'ONUCI pour ses efforts en faveur de l'application de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) et souligné leur satisfaction devant les actions posées par les Nations Unies pour atténuer les souffrances des populations.

Lors des échanges, les participants ont soulevé de nombreuses préoccupations qui portaient notamment sur le processus de désarmement, les droits de l'homme, le financement du processus électoral et les projets à

impact rapide. Les représentants des sections des Affaires politiques, de l'Assistance électorale, des Droits de l'homme, des Affaires civiles, de la Protection de l'enfance, de l'Unité Conduite et Discipline et de l'UNPOL ont répondu aux préoccupations avec le chef de la délégation de l'ONUCI.

Les conclusions des travaux d'ateliers tenues la veille par des représentants des jeunes, des femmes, des médias et des chefs traditionnels ont été présentées. Ces groupes-cibles ont exprimé leur engagement dans le processus de paix et indiqué les activités qu'ils souhaitent entreprendre pour traduire leur engagement en actes concrets. Les femmes prévoient la création d'un cadre d'échange avec les autorités coutumière et religieuse pour sensibiliser sur le poids des us et coutumes. Les chefs traditionnels veulent organiser des réunions périodiques avec la jeunesse pour créer un environnement de paix. Les jeunes entendent créer des clubs de paix dans toute la région. Quant aux journalistes, ils entendent créer un cadre de collaboration avec la société civile.

Des chants et danses traditionnelles des différentes communautés locales et des immigrées ont permis de démontrer la concorde qui règne à Agboville. De même, des prestations théâtrales ont été réalisées pour sensibiliser sur la culture de la paix.

Par Parfait Kouassi



Les femmes n'ont pas été en reste des activités du forum © UN / ONUCI

LE FORUM ITINÉRANT DE L'ONUCI FAIT ESCALE À OUMÉ



L'étape d'Oumé a été l'occasion pour l'ONUCI de parler des Droits de l'Homme aux populations à travers des sketches © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a tenu, le vendredi 30 janvier, à Oumé (250 km, au nord d'Abidjan) un forum dans le cadre de ses activités de promotion du processus de paix en Côte d'Ivoire. Lors de cet événement, les représentants de la société civile de la ville se sont engagés à consolider la cohésion sociale dans tout le département.

Les autorités administratives et coutumières, les élus locaux ainsi que la population d'Oumé ont participé massivement au forum, qui s'est déroulé à la Mairie de la ville.

La manifestation avait pour but d'établir un partenariat franc et durable entre l'ONUCI et la population d'Oumé en vue de conjuguer leurs efforts pour le retour d'une paix définitive en Côte d'Ivoire.

« L'ONUCI (...) ne ménagera aucun effort pour relever avec vous et avec tous les amis de la Côte d'Ivoire les obstacles d'ordre logistique, financier devant conduire à des élections

transparentes, ouvertes, crédibles et sécurisées », a déclaré le chef de la délégation de l'ONUCI, M. Malick Faye. Il a appelé à la promotion de la culture de la paix, fondement durable de toute société éprise de justice et de fraternité.

« Vous êtes des porteurs de bons messages (...) Nos populations vont résolument s'engager avec vous sur la route de la paix », a indiqué le maire de la ville, Mme Brigitte Kacoulou Akouassi, soulignant que le bilan de la contribution des Nations Unies était positif dans tout le pays.

Le Préfet du département, M. Benoit Yao, et le vice-président du Conseil général, M. Douabou Bi Boussou, ont exprimé leur soutien aux activités de l'ONUCI, dont ils ont salué les bienfaits pour les populations ivoiriennes.

Un échange avec les représentants des sections de l'ONUCI a permis aux populations d'Oumé d'élucider de nombreuses préoccupations qui portaient notamment sur le mandat et

les activités de la mission.

La veille du forum, plusieurs activités se sont tenues, dont une consultation médicale gratuite assurée par le contingent bangladais, une projection de film sur les activités de l'ONUCI et l'inauguration de la radio locale, rééquipée au moyen d'un financement des projets à impact rapide de la mission.

La présentation des travaux d'ateliers organisés avec les jeunes, les femmes, les medias et les chefs traditionnels ont mis en évidence l'engagement de ces groupes-cibles dans le processus de paix ainsi que leur volonté de sceller un partenariat efficace avec l'ONUCI.

Des chants et danses traditionnelles des différentes communautés ainsi qu'un procès fictif réalisé par la coordination des clubs des droits de l'Homme d'Oumé ont donné une ambiance conviviale à cette rencontre de partage et de solidarité.

L'ONUCI ÉQUIPE LE CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE DALOA



Une vue du matériel offert par l'ONUCI, composé de couveuses ...

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a remis le 25 janvier 2009, un lot d'équipements au service de pédiatrie du Centre hospitalier régional de Daloa, ville située à 384 km au nord-ouest d'Abidjan. Ce matériel a été financé par la mission dans le cadre de ses projets à impact rapide (QIPs).

Le personnel traitant de l'hôpital et les cadres de la santé du district sanitaire de Daloa ont assisté à la remise de ces équipements d'une valeur totale de quelque 10 millions de francs CFA. Le matériel est composé de couveuses, de bouteilles d'oxygène et de nombreux matelas.

Prenant la parole à cette occasion, le Dr. Alla Kouadio Rémy, Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, a rappelé que la crise que traverse la Côte d'Ivoire et la contraction des ressources de l'Etat ont empêché la matérialisation de plusieurs objectifs du Gouvernement qui, cependant, continue d'œuvrer en faveur du développement du secteur de la santé.

S'adressant à l'ONUCI, venue maintenir la paix, et qui, a-t-il relevé, s'intéresse aussi au développement aidant ainsi la Côte d'Ivoire à maintenir la tête hors de l'eau, il a rassuré que les bénéficiaires feraient bon usage du matériel reçu.

Le chef de la délégation de l'ONUCI, Malick Faye, du Bureau de l'Information Publique et Coordinateur par intérim des bureaux du Secteur Ouest, a remercié la population et les professionnels de la santé pour leur grande mobilisation. Tout en félicitant les initiateurs du projet, il a dit toute la joie de l'administration du Secteur Ouest d'étrénner ce matériel qui « vise notamment à renforcer la capacité de prise en charge des enfants malades, et à contribuer à rendre le service pédiatrique opérationnel afin d'aboutir à la réduction du taux de mortalité néonatale ».

La pédiatrie de Daloa, qui reçoit les malades de presque toute la région du Haut-Sassandra, ne disposait que d'une couveuse.

Par Malick Faye



... de matelas et bouteilles de gaz
© UN / ONUCI

ÉCOUTEZ ONUCI-FM, LA RADIO DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE

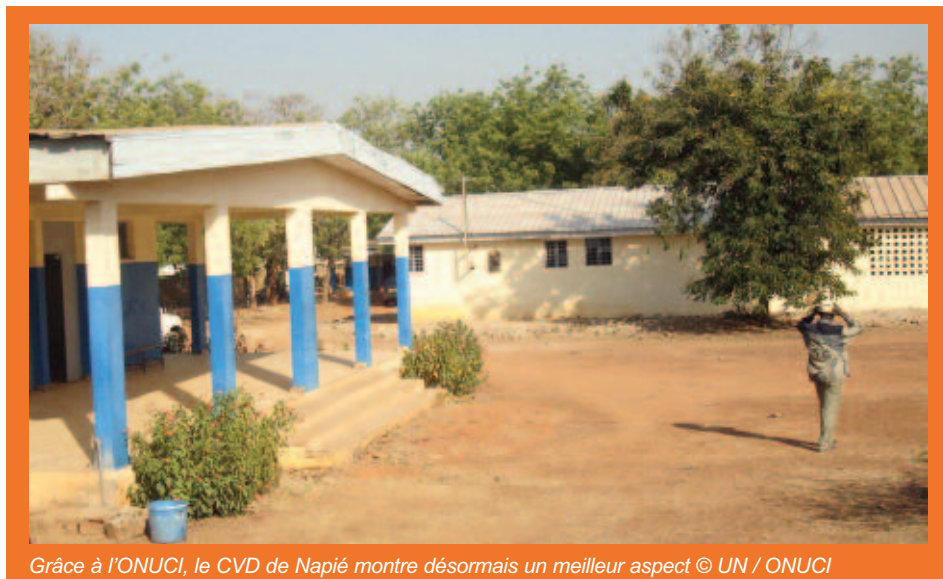
**RETROUVEZ LE BULLETIN
D'INFORMATION LA
"FORCE DE LA PAIX"
SUR LE SITE :**

www.onuci.org

" LA FRÉQUENCE DE LA PAIX "

ABENGOUROU 94.7	DABAKALA 93.9	MAN 95.3
ABIDJAN 96.0	DALOA 91.4	ODIENNÉ 101.1
ADZOPE 96.0	DANANÉ 97.6	SAN-PEDRO 106.3
BANGOLO 91.1	DAOUKRO 94.7	SEGUELA 101.8
BONDOUNKOU 100.1	DUEKOUÉ 91.1	TABOU 95.3
BOUAKÉ 95.3	FERKE 104.4	YAMOOUSSOUKRO 94.4
BOUNA 102.8	GUIGLO 93.7	ZUENOULA 95.3
BOUNDIALI 90.0	KORHOGO 95.3	

L'ONUCI RÉHABILITE LE CENTRE DE DÉPISTAGE VOLONTAIRE DE NAPIÉ



Grâce à l'ONUCI, le CVD de Napié montre désormais un meilleur aspect © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a inauguré jeudi 29 janvier 2009, à Napié (près de Korhogo, 600 km au Nord d'Abidjan), un Centre de Dépistage Volontaire (CDV) du VIH/Sida, dont elle a financé la réhabilitation.

La réhabilitation du CDV, situé au sein du dispensaire de Napié, a été financée au moyen du Programme des Projets à impact rapide de la mission pour un coût de 11 millions de FCFA. Les travaux ont permis de remettre en

bon état le centre ainsi que le bâtiment du laboratoire et de la pharmacie du dispensaire.

La cérémonie d'inauguration a réuni la population de la ville, les autorités locales et une délégation de l'ONUCI conduite par El Hadj Bara Dieng, de la Division des Affaires Civiles. « Aucune richesse dans la vie des hommes ne dépasse la santé », a indiqué le Sous-préfet de Napié, M. Haldrex Kablan, remerciant l'ONUCI pour ses actions en faveur de la population de la ville.

La mission onusienne avait déjà fourni plusieurs appuis à la ville de Napié depuis 2005, notamment pour la réalisation de la clôture du dispensaire, l'installation d'un forage d'eau et l'aménagement du bâtiment de la maternité. Tous ces travaux ont été financés par le biais des projets à impact rapide, destinés à apporter au niveau local, une amélioration des conditions de vie, en appui aux efforts de développement communautaire.

Le maire de la ville, M. Justin Nanouga Tuho, et le représentant de l'Union Nationale de Développement Sous Préfectoral, M. Soro Katchenefoua, ont salué les efforts de l'ONUCI. Ils ont indiqué que l'ensemble des travaux réalisés par la mission au profit de la population de Napié s'élève à 20 millions FCFA sur la période de 2005 à 2008.

Le médecin-chef du dispensaire, le Dr. Loubo, a souligné que la réhabilitation du dispensaire va permettre aux populations de Napié et des villages environnants de bénéficier de soins sans avoir à se rendre à Korhogo. Ce dispensaire avec un effectif de 11 personnes assure en moyenne 400 consultations et 53 accouchements par mois.

Par Yacouba Kebe

RÉNOVATION DE L'ÉCOLE PRIMAIRE DE BONGUERA

Les nouveaux bâtiments de l'Ecole primaire publique de Bonguera, sous-préfecture située dans le Département de M'Bahiakro (Centre) ont été remis officiellement à la population lors d'une cérémonie qui s'est déroulée le 11 janvier 2009.

Les travaux de réhabilitation, d'un montant de 11 millions de francs CFA, ont été financés par l'ONUCI, dans le cadre de son Programme de Projets à impact rapide. Le chef du village de

Bonguera et le sous-préfet de la localité ont tous les deux salué la contribution de l'ONUCI, laquelle, ont-ils dit, a permis à plus de 300 écoliers et écolières de reprendre le chemin de l'école.

Une importante section de l'ancien bâtiment de l'école avait été entièrement démolie en 2004 par un bombardement aérien lors du conflit armé.

La partie restante du bâtiment, trop

vieux et insuffisamment sécurisé, ne pouvait plus accueillir les élèves.

En vue de consolider son assistance aux populations, l'ONUCI a entrepris d'intéresser d'autres partenaires au projet, afin de pouvoir doter l'établissement des équipements nécessaires, dont des tables, chaises, bureaux et divers autres éléments qui ne faisaient pas partie du projet de réhabilitation.

Par Martin Kakra-Kouamé

LES ÉLÈVES D'ADZOPÉ DÉMONTRENT LEUR VOLONTÉ DE S'IMPLIQUER DANS LE PROCESSUS DE PAIX



Les élèves d'Adzopé ont participé avec enthousiasme à la caravane scolaire © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé, le 28 janvier 2009, une caravane scolaire à Adzopé pour vulgariser son mandat auprès des élèves de la ville et les éduquer à la culture de la paix. L'événement a aussi permis l'inauguration de projets à impact rapide ainsi que du poste local de la police onusienne.

Quelque 2000 élèves et leurs encadreurs ont participé à cette caravane au Lycée moderne d'Adzopé, en présence d'autorités politiques et administratives.

« La caravane est une invitation à vous inscrire durablement sur la route de la paix », a déclaré le chef de la délégation de l'ONUCI, le colonel Amadou Diakhaté. « La Côte d'Ivoire doit pouvoir compter sur votre engagement en faveur de la paix », a-t-il indiqué aux élèves, soulignant l'intérêt de l'ONUCI pour les jeunes, qui constituent l'avenir de toute nation. « Vos écoles doivent demeurer des havres de paix et d'espoir ».

Une série d'activités culturelles à dimension didactique comme des sketches, des poèmes, des chants et des danses ont été réalisées par les élèves. Une compétition de génies en herbe a été remportée par le collège Compa devant les autres établissements que sont : le Lycée Moderne, le Collège Moderne, le Groupe scolaire Tago, l'Institut Tchoya, le Collège Atsé Yapi Joseph, le Collège d'Enseignement Technique et l'Institut d'Enseignement Technique.

« Nous saluons cette caravane dont nous comprenons le but qui est de nous inculquer les valeurs de la culture de la paix », a indiqué le porte-parole des élèves.

« C'est à l'école qu'on apprend à vivre ensemble. C'est à l'école que se développe l'esprit de la tolérance, du respect de l'autre et de la paix », a déclaré le représentant des chefs d'établissement, Jean Claude Lebé, soulignant que c'est à l'école qu'il faut également planter les graines de la paix.

Le vice-président du Conseil général, M. Alphonse Lato, et la Directrice départementale de l'éducation nationale, Mme Coulibaly Fanta, ont remercié l'ONUCI pour la tenue de la caravane. Ils ont aussi exprimé leur reconnaissance pour les actions posées par la Mission au profit de la population.

« Vous avez beaucoup fait et nous comptons sur vous pour faire davantage », a déclaré le sous-préfet de la ville, qui représentait le Préfet.

La caravane a été l'occasion pour l'ONUCI d'inaugurer un foyer polyvalent faisant partie d'un ensemble de projets à impact rapide financés par la mission et qui comprend aussi la réhabilitation de 3 salles de classe spécialisées, l'équipement en 340 tables-bancs du Lycée Moderne ainsi que la construction d'une pompe hydraulique et la réhabilitation de deux autres, dans des villages du département, pour un montant global de 29 millions de FCFA.

Par Parfait Kouassi

L'ONUCI FORME AU JOURNALISME D'INVESTIGATION À GRAND-BASSAM



Séance de discussion au séminaire de Grand-Bassam © UN / ONUCI

Une trentaine de journalistes ivoiriens ont participé du 19 au 23 janvier à Grand Bassam (15 km au Sud d'Abidjan), à un séminaire organisé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) sur « **le journalisme d'investigation au service du développement** ».

«Ce séminaire, comme ceux que nous avons organisés auparavant à l'intention des journalistes, entre dans le cadre des efforts de l'ONUCI pour promouvoir la paix en Côte d'Ivoire à travers l'appui aux médias », a expliqué le représentant du chef de l'ONUCI, M. Kenneth Blackman.

« Les médias sont des acteurs clés dans le processus de sortie de crise, parce qu'en Côte d'Ivoire comme ailleurs, ils ont un rôle prépondérant dans l'instauration d'une paix durable », a ajouté M. Blackman.

Le représentant du Président du Conseil National de la Presse (CNP),

M. Mathurin Yao-Saky, a salué les efforts de l'ONUCI. Il a indiqué que le journalisme d'investigation soulève des questions dans un pays qui sort de crise, comme la Côte d'Ivoire. Il a invité les journalistes à tirer profit des réponses fournies par la formation pour contribuer à la stabilité et au développement dans le pays.

Les participants venaient des principaux quotidiens du pays et de l'agence de presse nationale.

Le séminaire comprenait dix sessions, alternant des notions théoriques aux exercices pratiques avec une évaluation quotidienne. La formation, assurée par M. Derek Quinn, expert consultant en media, a fourni aux journalistes des outils pour assurer une bonne couverture électorale ainsi que pour conduire une bonne investigation journalistique.

Par Parfait Kouassi



Une vue des séminaristes, des invités et des officiels lors de la cérémonie d'ouverture © UN /

SIMULATION : LES FPU MAÎTRISENT UNE MANIFESTATION VIOLENTE À SÉBROKO



Les FPU maîtrisant une violente manifestation au cours d'un exercice de simulation © UN / ONUCI

La police de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) effectue périodiquement diverses activités dont des exercices de contrôle de foule. Une simulation effectuée le 24 janvier a vu notamment la participation des policiers jordaniens et bangladais de l'ONUCI.

Une centaine de manifestants déchainés, jetant des projectiles aux forces de l'ordre d'une part ; des policiers et des gendarmes qui s'efforcent de contenir la foule aux moyens des techniques et outils conventionnels, d'autre part ; telle était la situation simulée par les coordonnateurs des Forces de Police Constituées (FPU), lors de l'exercice, qui s'est déroulé au « village Sébroko » à Abidjan.

Le contexte campé par l'exercice est celui d'une montée de tension d'associations syndicales estudiantines et scolaires de Sébroko qui, depuis la rentrée scolaire 2008 étaient confronté au manque d'équipements et à l'insuffisance d'enseignants. Profitant

de la visite au « village Sébroko » du Ministre de l'Education Nationale à qui ils reprochent de n'avoir pas tenu ses promesses, les élèves et étudiants ont lancé des manifestations pour exprimer leur mécontentement.

Les manifestants, initialement pacifiques, s'amassent en face de l'Hôpital de Sébroko, non loin d'une impasse où les FPU des contingents jordaniens et bangladais ainsi que des éléments de la force Licorne tiennent leur réunion.

Quelque temps après, l'on assiste à des actes de violences perpétrées par les manifestants qui commencent à s'attaquer aux membres de la brigade anti-émeute en réunion. Or, en prévention de troubles éventuels à l'ordre public au cours de la visite du Ministre, les autorités nationales avaient sollicité, en renfort, ces équipes de contrôle de foule.

Les différentes formations FPU, assistées par les éléments de la force Licorne, repoussent la foule excitée en usant de moyens conventionnels de

maintien de l'ordre comme les jets d'eau et les gaz lacrymogènes.

En moins d'une heure, la situation est sous contrôle, l'opération ayant par ailleurs été menée dans le respect des droits de l'homme.

Au terme de cet exercice conjoint réussi, le Commissaire par intérim de la Police de l'ONUCI, le Colonel Pierre-André Campiche félicite les FPU et la force Licorne, soulignant l'excellente coordination des différents membres des équipes, en dépit de la multiplicité de nationalités et de langues. Il rappelle également l'importance de travailler conjointement en vue de l'accomplissement des objectifs communs.

Les chefs de la police et de la gendarmerie ivoiriennes ont assisté à cet exercice.

Par Parfait Kouassi

